

gos par mois chargés de produits pharmaceutiques, a vu ses trafics augmenter. Ces derniers mois, les commandes tendent à se multiplier, et la seule explication que son client et lui ont pu trouver à ce phénomène, c'est que les Britanniques anticipent le Brexit et font le plein. Le gouvernement britannique a d'ailleurs recommandé de stocker six semaines supplémentaires de médicaments, afin d'assurer un approvisionnement sans coupure. Pour le transporteur, cela se concrétise par 4 à 5 envois mensuels et même jusqu'à 9 certains mois. Patrice Delcourt ne serait pas seul à profiter de la hausse des importations du Royaume-Uni. « J'ai des confrères qui font du transport de produits industriels, qui ont aussi constaté une récente augmentation de leurs livraisons. Pour la suite, nous sommes dans le flou. Comme je transporte des produits sensibles, soumis aux procédures douanières, le retour des barrières douanières ne me concernera pas, sauf que cela prendra sans doute plus de temps. On verra. Ce qui est sûr, c'est que si les



Un hard Brexit coûterait 482 000 emplois au Royaume-Uni à l'horizon 2030.

Britanniques devaient revoter aujourd'hui, ils ne feraient pas le même choix. A titre personnel, je ne m'inquiète pas trop, car mes trafics avec le Royaume-Uni ne représentent que 3% de mon CA. Mais il y a des collègues pour qui cela risque d'être un vrai problème. »

TROUVER DES SOLUTIONS POUR NE PAS SUBIR

C'est le cas de Bruno Beliard qui dirige Euro Channel Logistics à Martin-Eglise (76). Le

chef d'entreprise a travaillé dix ans chez un transporteur britannique avant de créer son entreprise en 2001. Il faisait alors l'intégralité de son chiffre sur ce marché. Mais, avec la crise économique en 2008, il a dû faire face à une baisse de 30% du trafic transmanche et à une chute des prix, en raison de l'arrivée de commissionnaires qui proposaient de faire travailler des routiers venus de l'Est. « Aujourd'hui nous ne faisons plus que 50%

de nos cinq millions de CA avec la Grande-Bretagne. » Bruno Beliard justifie : « Etre mono marché était trop dangereux. Aujourd'hui, sur mes 18 conducteurs, 9 font du grand régional. » Mais le Brexit n'est pas une bonne nouvelle. « Je m'attends à des difficultés, car le Royaume-Uni qui sort de l'Union, cela signifie le retour des droits de douanes et des attentes aux frontières. » Leur amplitude dépendra de l'accord. « Si on a un Brexit soft, les droits de douane devraient rester modérés et les procédures de douanes accélérées, mais si on se dirige vers un hard Brexit, ce sera comme si

le Royaume-Uni devenait un pays tiers, et on risque de se retrouver avec des temps d'attente conséquents. » Aussi, le chef d'entreprise se prépare au pire. « Je m'attends à une période difficile, mais je ne compte pas subir la situation. Je travaille à trouver des solutions pour minimiser l'impact. » Il a ainsi ouvert un compte bancaire en Grande-Bretagne, où il possède une agence, pour encaisser les opérations en livres sterling et ne pas avoir à payer de coûteuses opérations de change, et il réfléchit à ne plus faire que du transport de remorques non accompagnées. ■

« Si on a un Brexit soft, les droits de douanes devraient rester modérés et les procédures de douanes accélérées. »



France aurait prévu d'embaucher 700 douaniers supplémentaires d'ici 2022 pour faire face aux procédures douanières.



La société française Euro Channel Logistics attend avec impatience la fin des négociations.